



Déclaration de l'IFE-EFI

www.efi-ife.org

L'initiative Féministe Euromed IFE-EFI

30 juin 2009

L'Europe que nous voulons

Les réalités européennes

Les élections parlementaires européennes vont avoir lieu en juin 2009 dans les 27 pays de l'Union Européenne. L'Union Européenne est considérée comme un projet de paix où la démocratie et les droits de l'homme sont les valeurs dominantes. Est-ce la réalité ? Comment analyser les politiques européennes et leurs conséquences sur la vie des 250 millions de femmes vivant dans les pays de l'UE ? Quelle Europe voulons-nous ? Quels politiciens voulons-nous voir au Parlement européen et quelles politiques voulons-nous voir votées ? Pouvons-nous construire une société juste et égalitaire sans rompre avec les choix capitalistes et patriarcaux actuels de l'UE qui ont mené à la crise mondiale, la précarité, le chômage, l'augmentation des fondamentalismes religieux et du militarisme et qui pénalisent en premier les femmes ?

Le néolibéralisme et la régression sociale – double discrimination à l'égard des femmes

L'UE est aujourd'hui régie par une politique reposant sur des réductions de la protection de l'Etat et une diminution des droits en matière d'emploi et de sécurité sociale. Au nom de l'efficacité et de la croissance économique, les principes du libre marché du profit et de la concurrence illimitée ont été introduits dans les systèmes de protection sociale des pays de l'UE, privilégiant l'évaluation des coûts plutôt que les besoins sexospécifiques des femmes et des hommes. Par conséquent, la protection de l'Etat Par conséquent, la protection de leurs citoyens par les États a diminué; les emplois ont de plus en plus un statut à temps partiel ce qui a conduit à la détérioration des conditions de vie et de la rémunération des employés - qui sont en majorité des femmes.

Les marchés du travail et les entreprises se sont restructurés de façon à dépendre de la flexibilité et la disponibilité des travailleurs. En outre, on attend des femmes à ce qu'elles soient disponibles au sein de la sphère domestique, celle du travail non rémunéré, en fournissant des soins et des services pour la famille et les personnes âgées. Les crises économiques actuelles montrent que tout le système capitaliste est en crise et pourtant les mesures prises pour éviter sa chute sont plus nombreuses que celles prises pour assurer son changement. EC propose des politiques de redressement mais sans jamais se plonger sur les racines du système. Le fait est que la crise financière n'est gérée que par des hommes.

Les directeurs des 27 banques centrales des États membres sont des hommes. Dans les principaux organes de décision de ces organisations, les hommes constituent 83%.

La militarisation et l'armement – Compromettre en premier la vie des femmes

Aujourd'hui, l'UE s'appuie sur une politique étrangère et de sécurité (FSDE) basée sur la sécurité de la défense militaire et l'armement. Ce programme de sécurité militaire commune crée des structures militaires supplémentaires et réclame aux États d'augmenter leurs budgets et capacités militaires. En outre, les membres de l'Union sont fortement encouragés à adhérer à l'OTAN et à assumer les coûts de leurs budgets nationaux,

ce qui ouvre la voie à l'élargissement de l'OTAN à travers l'Europe, ajoutant à la militarisation du continent. Cette augmentation des dépenses militaires a été compensée par une coupe dans le secteur public et de la sécurité sociale au détriment de la majorité de la population, compromettant d'abord la vie des femmes et leur sentiment de sécurité.

La « démocratie », sans les voix des femmes

L'UE a été créée en grande partie dans l'absence des voix des femmes. Encore aujourd'hui, 3 des 4 principaux contributeurs au processus démocratique au niveau national sont des hommes. Seuls 33%, soit 1 position dans l'administration publique des 27 Etats européens sur 3 sont occupées par des femmes.

Seul un poste sur trois est occupé par une femme dans la haute administration publique des 27 Etats de l'Union Européenne, soit 33% seulement. Seuls 31% des juges de la Cour Suprême sont des femmes. Cela résulte du fait que non seulement les femmes sont sous-représentées dans les parlements nationaux et européens ; mais que les politiques féministes et sociales basées sur l'égalité des sexes ainsi que les contraignantes pertinentes sont absentes. Il n'y a pas de législation européenne commune en matière de protection des droits des femmes, fondée sur les pratiques juridiques les plus avancées.

C'est une autre façon de démontrer que les forces fondamentalistes, économiques et conservatrices ont pris le contrôle du projet européen au dépend des plus vulnérables. La démocratie en Europe n'a pas de liens avec l'observation et la mise en œuvre des droits de l'homme et des droits de la femme, encore moins des droits des groupes sociaux défavorisés et minoritaires. C'est plutôt une démocratie qui préserve les intérêts économiques de ceux qui siègent au pouvoir. Considérer les relations de pouvoir entre les sexes et la domination masculine dans nos sociétés comme une question politique reste un défi de taille. Pourtant, il est nécessaire si nous voulons promouvoir une société fondée sur les valeurs réelles de la démocratie.

L'Ingérence de la religion dans les politiques de l'Etat et dans la vie des femmes

Toujours dans le même développement, les églises et les associations religieuses augmentent leurs intrusions dans la sphère publique. Elles se voient offrir un statut privilégié par l'Union Européenne et se sont vus fournir un espace ouvert pour leurs campagnes contre les droits reproductifs des femmes. Cela n'a pas seulement ouvert la porte à une ingérence croissante de toutes les religions dans la vie des citoyens mais a aussi mené à la croissance des fondamentalismes. Les résultats sont que les droits des femmes à l'autodétermination et au contrôle de leur propre corps ont été compromis et sont attaqués.

Le Traité Constitutionnel Européen – Pour qui est cette Europe ?

L'Union Européenne a modifié sa politique et est passée de la protection au contrôle, de l'éthique à la moralité, de la réponse de solidarité à la domination, du désarmement à l'armement. Tout cela a conduit à une discrimination croissante, à la ségrégation, à l'hostilité et à d'autres formes d'oppression.

L'UE passé aujourd'hui par un processus de « repatriarcalisation ». Ce que le peuple européen ne sait pas c'est que ces politiques économiques et sécuritaires fondamentales ont maintenant atteint un statut supranational de par leur prescription dans un cadre constitutionnel pour l'avenir de l'Europe.

Rejetés par les Français et Néerlandais en 2003, et en 2008 dans sa forme modifiée par les Irlandais, le Traité Constitutionnel Européen promeut et appelle à une transformation structurelle majeure, un énorme pas en arrière, en matière de sécurité européenne, passant du social et de l'humain au militaire et à la domination. Cela

affecte non seulement la vie quotidienne de millions de femmes et d'hommes en Europe mais paralyse aussi toute capacité de pensée politique alternative plus large en matière de politique étrangère.

La concrétisation des droits des femmes en Europe – au-delà des résolutions

Dans ce contexte, les appels lancés par les dirigeants européens sur les valeurs, la paix et l'égalité des sexes restent dans l'ombre d'une rhétorique vide. En dépit de toutes les résolutions, exigences et directives de l'UE sur l'égalité des sexes, les politiques adoptées renforcent en fait le statut subordonné des femmes et l'idée de son rôle principal en tant que mère et épouse. Les femmes européennes souffrent aujourd'hui d'une régression importante de leurs droits humains.

L'Initiative Féministe Européenne – Une voix pour une autre Europe

L'Initiative Féministe Européenne, un mouvement féministe, s'efforce de donner de nouvelles significations à la démocratie, au pouvoir, à la paix et à la sécurité. Elle rend visibles les structures de pouvoir qui régissent les relations entre les hommes et les femmes en tant que forme majeure de discrimination et d'oppression, avec le racisme, l'homophobie et autres formes de discrimination basées sur l'origine sociale et ethnique, le handicap et l'âge.

L'Initiative Féministe Européenne propose une nouvelle définition pour la démocratie: la démocratie comme la capacité des hommes et des femmes à avoir ensemble une influence sur les décisions prises en leur nom, à permettre leur participation et leur contrôle de ces décisions. Cela signifie voir la démocratie dans la perspective de l'égalité entre les femmes et les hommes. Cela signifie que des priorités doivent être données aux politiques et aux actions pour que les femmes et les hommes partagent les mêmes droits et responsabilités dans les sphères publiques et privées de leur vie.

Les demandes des féministes européens

Nous, femmes et homes vivant en Europe, avons le droit de promouvoir une démocratie genrée et une politique de paix autant sur le plan interne qu'internationalement en tenant les membres du Parlement européen responsables des mesures concrètes qu'ils prennent pour atteindre cet objectif. Nous avons le droit à une redistribution juste des ressources pour permettre aux femmes leur pleine participation et une vie meilleure. Il est urgent d'intégrer des analyses féministes dans la construction européenne afin que ces voix-là puissent se faire entendre. Les prochaines élections du Parlement européen offrent l'opportunité d'élire des eurodéputés qui promouvront et adopteront :

1. L'égalité entre les sexes comme principe fondateur dans le processus de développement de l'Europe, avec des mesures et des politiques adoptées qui produiront des changements sociaux sur le terrain.
2. La laïcité comme principe de base de l'Europe de l'avenir, assurant la non-interférence des structures religieuses dans la politique de l'État.
3. Des mesures et des politiques qui garantissent une véritable démocratie où les femmes et les hommes partagent le pouvoir de prendre des décisions en leur nom propre.
4. Des mesures et des politiques garantissant que les femmes et les hommes jouissent de droits égaux pour obtenir un travail, un emploi fiable et des salaires équitables pour un travail similaire ; où les priorités sont données à la sécurité sociale et à la protection, à l'éducation, à la santé et à la culture, ouvrant la possibilité aux femmes et aux hommes de concilier la vie personnelle, familiale et professionnelle.

5. Des mesures et politiques garantissant la libre circulation des personnes et reconnaissant la pleine citoyenneté de tous ceux qui vivent sur le territoire européen. Des mesures qui donnent aussi le droit d'asile aux victimes de violences sexuelles.
6. Les mesures, les politiques et la législation de l'UE harmonisées au niveau le plus progressif pour garantir la mise en œuvre des droits des femmes, y compris le droit à son propre corps et à son orientation sexuelle, le droit à l'avortement libre et la reconnaissance de la violence des hommes comme problème social fondamental.
7. Des mesures et des politiques pour la réduction des dépenses militaires et l'élimination de toutes les armes de destruction massive ; la fermeture des bases militaires de l'OTAN en Europe, la dissolution de l'OTAN et le retrait des troupes de l'Irak et de l'Afghanistan ; la réorganisation des structures militaires en unités civiles pour l'aide humanitaire et l'assurance d'un engagement politique contre toute agression et oppression des autres peuples et pays ; mesures qui vont mener l'Europe à être un moteur mondial promouvant la paix et la sécurité humaine pour les femmes et les hommes dans le monde entier. Seul un tel cadre politique visionnaire peut promouvoir une Europe en paix et exempte de violence contre les femmes, où nous pouvons non seulement exiger mais jouir de nos droits.

Pour tout cela, l'Initiative féministe Européenne va soutenir :

- Tous les candidats, femmes et hommes, qui défient nos revendications féministes politiques et qui osent penser et agir alternativement, pour l'humanité en Europe et dans le monde.
- Des partis et des listes dont les programmes sont en phase avec nos propositions, demandes et vision pour une Europe meilleure et qui donnent de l'espace aux candidats féministes dans une position éligible sur leurs listes.
- L'organisation des femmes sur des bases féministes pour les élections dans les formes qu'elles choisissent, selon leur propre contexte dans leurs différents pays de l'UE.

Nous appelons tous les citoyens européens pour aller aux urnes en juin et voter pour les candidats, les partis et les listes qui font la promotion de ces revendications. Nous pouvons ensemble créer une autre Europe, une Europe de la solidarité, de la paix et de la sécurité humaine, une Europe laïque de l'égalité des sexes et du développement humain !

L'initiative féministe Euromed défend l'égalité entre les sexes et les droits humains universels des femmes comme inséparables du développement de la démocratie et de la citoyenneté, des solutions politiques à tous les conflits et du droit des peuples à l'autodétermination.

Initiative Féministe Euroméditerranéenne – Euromed Feminist Initiative IFE-EFI

20 rue Soufflot 75005 Paris France; P.O. Box 17345 Amman 111 95 Jordanie SIRET: 48854169900010